

Des chercheurs locaux se mobilisent pour analyser les effets de la crise financière sur la pauvreté dans les pays en développement

Avec le soutien du CRDI, un réseau de chercheurs basés dans les pays en développement a entrepris une étude de grande envergure afin de mesurer les effets de la crise financière 2008-2009 sur la pauvreté dans les pays Sud - tant au niveau des économies nationales que du bien-être des populations locales. Les résultats doivent permettre aux gouvernements concernés d'élaborer et mettre en œuvre des politiques mieux ciblées afin de contrevenir aux effets menaçant les populations les plus vulnérables.

Perspective locale sur l'impact de la crise financière dans les pays en développement

Par John Cockburn et Celia Reyes, du Réseau de recherche sur les politiques économiques et la pauvreté (PEP)

Face à l'ampleur de la crise financière amorcée dans les pays développés en 2008-2009, la question des répercussions éventuelles sur la pauvreté dans les pays en développement a soulevé d'importants débats. Le point de vue dominant suggérait que ces pays, particulièrement ceux du continent africain, seraient relativement épargnés vu leur faible intégration au système de l'économie globale. Pourtant, en affectant la demande pour les exportations sur le marché international, les investissements directs étrangers, les envois de fonds (des émigrés au pays d'origine) et, plus récemment, les flux de l'aide étrangère, les pays en développement devaient aussi rapidement subir les contrecoups. Sans compter que, d'une situation financière déjà précaire et vu les contraintes actuelles du marché de crédit international, ces pays n'ont pas les moyens des dépenses qui ont permis aux pays développés d'en modérer les effets les plus néfastes.

L'étendue et la distribution des effets de la crise sur chaque pays et au sein des populations dépendent directement des liens spécifiques rattachant l'organisation économique du pays au système international (particulièrement via le commerce, l'investissement, les envois de fonds et l'aide) et des politiques mises en œuvre pour y faire face.

Grâce au support du CRDI, le Réseau international de recherche sur les politiques économiques et la pauvreté (PEP) réunit désormais plusieurs centaines de chercheurs économistes, basés dans les pays en développement et spécialisés dans l'étude des enjeux liés à la pauvreté dans leurs pays. En s'appuyant sur les outils de recherche scientifique les plus perfectionnés, ces chercheurs alimentent leurs études d'une perspective locale unique, basée sur une connaissance empirique du milieu.

Tirant parti de cette expertise et, surtout, de l'interaction déjà en place grâce à la structure même du Réseau, PEP a mobilisé un grand nombre de ces chercheurs à travers les régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine pour lancer, en 2009, une initiative de recherche d'envergure internationale pour faire le suivi et l'analyse des impacts de la crise sur la pauvreté dans les pays en développement.

Une perspective communautaire

Le premier groupe de chercheurs s'est appuyé sur les systèmes de suivi communautaire de la pauvreté, déjà mis en place par l'un des programmes de recherche du Réseau, pour observer l'impact de la crise directement au niveau des ménages dans huit pays d'Asie (Cambodge, Indonésie, Laos et Philippines) et d'Afrique (Kenya, Nigéria, Tanzanie et Zambie). Des douzaines de communautés présélectionnées ont servi d'observatoires ou de sites dits « sentinelles » pour mesurer l'évolution de l'impact de la crise sur la pauvreté à l'échelle locale.

À partir des informations recueillies dans les ménages et les communautés, des indicateurs spécifiques ont été identifiés selon les canaux de transmission propres à l'organisation économique nationale de chaque pays participant. Si, de manière générale, l'impact de la crise au niveau communautaire ne s'est pas avéré aussi important qu'il n'avait d'abord été appréhendé, les résultats de ce premier groupe d'études montrent comment la crise a pu affecter des secteurs précis de l'activité économique à divers degrés.

Dans certains cas, par exemple, suite à la baisse des exportations, des ménages ont été affectés soit par le déplacement ou la réduction du salaire et/ou temps de travail des employés du secteur manufacturier – l'industrie minière, en particulier, a rapporté le plus grand nombre de pertes d'emplois. Même si, de par leur faible intégration au secteur financier global, les économies domestiques ont été relativement épargnées à certains niveaux, elles ont tout de même subi d'importants revers par la réduction des envois de fonds en provenance des nationaux travaillant à l'étranger, souvent dans les pays développés, et dont les revenus ont généralement diminué.

En réponse à la crise, les ménages ont adopté diverses stratégies pour faire face à ces baisses de revenus. Les résultats de cette étude montrent que les ménages les plus pauvres sont souvent prédisposés à changer leurs habitudes de consommation alimentaires, de comportements en matière de santé, ainsi qu'à retirer les enfants de l'école. Évidemment, ces tendances peuvent s'avérer économiquement contre-productives et même dommageables à moyen et long termes – les conséquences de la crise pourraient ainsi s'étendre au-delà de son impact direct. Si les gouvernements ont pu mettre en œuvre des programmes d'intervention visant à réduire certains des effets attendus, les résultats de l'étude de suivi communautaire démontrent que des problèmes de ciblage et d'exclusion pourraient en contrarier le potentiel de réussite.

Les détails et résultats de ce premier groupe d'études sont disponibles [ici](#) (en anglais).

Impact de la crise sur les économies en développement : prédire et prévenir les effets anticipés

Un deuxième groupe d'études s'est appuyé sur des techniques de modélisation et de simulation microéconomique, déjà largement pratiquées au sein du Réseau, pour d'abord prédire les effets de la crise sur le moyen et long terme, puis définir les solutions politiques appropriées pour les atténuer. Dans neuf pays d'Asie (Bangladesh, Pakistan et Philippines), d'Afrique (Afrique du Sud et Sénégal) et d'Amérique latine (Bolivie, Colombie, Équateur et Uruguay), des équipes de chercheurs locaux ont élaboré des modèles de leurs économies nationales respectives pour y simuler à la fois le choc de la crise et la mise en œuvre d'interventions politiques.

Au final, les résultats varient largement d'un pays à l'autre - comme le permettent de constater les deux encadrés suivants qui résument les résultats de deux cas d'études. Toutefois, un survol de l'étude globale permet d'observer que les principaux vecteurs de transmission de l'impact de

la crise sur les économies en développement sont, d'une part, liés à la baisse de la demande globale et, conséquemment, la chute des prix et volumes des exportations.

Le cas bolivien

Au cours des années précédentes, la Bolivie a pu profiter d'une hausse importante du prix de ses exportations qui avait entraîné l'augmentation substantielle de ses revenus externes. Cette rentrée soudaine avait permis à l'État de renverser sa situation de déficit commercial et fiscal chronique et de croître sa réserve de devises étrangères jusqu'à atteindre des niveaux jamais connus dans l'histoire du pays. Bien entendu, on s'attendait à ce que la crise frappe durement ces nouveaux acquis par la baisse (i) des cours des produits agricoles et miniers sur le marché international, (ii) la demande globale pour les produits du textile et (iii) les transferts monétaires des travailleurs à l'étranger. Pourtant, les résultats des simulations de chercheurs PEP montrent que les effets de ces chocs sur la santé économique de la Bolivie sont limités - à l'exception de la chute des prix des produits miniers dont les conséquences seront plus importantes. Nonobstant, le boom économique récent avait déjà pourvu l'économie bolivienne d'une plus grande capacité à mettre en œuvre et soutenir des politiques contre-cycliques pour pallier aux effets de la crise.

Le cas de l'Afrique du Sud

Dès les débuts de la crise financière, en 2008, un groupe de chercheurs PEP s'est engagé à en évaluer les effets potentiels sur l'économie sud-africaine et concevoir les solutions politiques qui devaient être envisagées pour y répondre adéquatement. Comme l'étendue de la crise était, à ce moment, toujours difficile à prévoir, deux scénarios ont été simulés sur le modèle de l'économie nationale; l'un préconisant une crise modérée, l'autre une crise sévère. Ces scénarios étaient basés sur trois vecteurs de transmission principaux: la baisse de la demande internationale pour les exportations, la chute simultanée des prix des exportations et des importations, et la réduction des investissements directs étrangers. L'évaluation ex post permet de constater que le scénario anticipé de la crise modérée correspond assez précisément aux événements concrets antérieurs. Les exportations (excluant l'or) ont chuté de 19,5 % tandis que les importations diminuaient de 7%. Le produit intérieur brut (PIB), les investissements et le déficit public ont, de même, connu une détérioration importante à court et long terme.

Les résultats de ce deuxième groupe d'études sont disponibles [ici](#) (en anglais).

L'impact de la crise sur la pauvreté infantile en Afrique

Un troisième ensemble d'études, exécuté en partenariat avec l'UNICEF, a été consacré à l'anticipation des effets spécifiques de la crise sur divers aspects du bien-être des enfants des régions centrale et occidentale du continent africain. Les chercheurs ont eu recours, encore une fois, à la modélisation des économies nationales de trois pays sélectionnés (Burkina Faso, Cameroun et Ghana), mais cette fois combinée à l'analyse microéconomique détaillée de

l'enchaînement des effets de la crise sur la pauvreté monétaire, la consommation alimentaire, l'éducation et le travail des enfants.

Les résultats montrent que, dans ces trois pays seulement et en l'absence d'interventions politiques adéquates, un peu moins d'un million d'enfants supplémentaires seront entraînés dans la pauvreté et souffriront de malnutrition en 2011, en conséquence directe de la crise. Bien que dans des proportions moins importantes, l'étude laisse également prévoir une baisse de la participation scolaire et, parallèlement, la hausse du travail des enfants.

Les résultats des simulations fournissent également, néanmoins, des constats précis quand aux solutions politiques appropriées pour contrarier ces effets néfastes. Parmi de nombreuses simulations d'interventions et dans les trois cas à l'étude, un programme de transferts monétaires ciblés vers les enfants les plus pauvres se révèle de loin la réponse la plus efficace – et cela même si, au final, l'allocation est partagée par l'ensemble du ménage de l'enfant. Un tel programme, financé par l'aide étrangère et pour une valeur équivalente à 1% du PIB, pourrait entièrement compenser les effets négatifs de la crise sur la pauvreté infantile et résorber, en grande partie, ceux anticipés sur la malnutrition, l'éducation et le travail des ces mêmes enfants.

Les résultats de ce projet de recherche PEP-UNICEF peuvent être consultés en détails sur le site du Réseau PEP ([ici](#) – en anglais). Vous en trouverez aussi une synthèse dans le document suivant :

“Global Economic Crisis and Children: Effects and Policy Options in West and Central Africa” – by Ismael Fofana, John Cockburn, Luca Tiberti ([PEP Policy Brief 72](#) – en anglais)

